



**REPUBLIQUE  
DEMOCRATIQUE DU CONGO**



-----  
**MINISTRE DE L'ENERGIE ET RESSOURCES HYDRAULIQUES**

-----  
**PROJET KIN ELENDA**



**PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION DES PERSONNES (PAR)  
AFFECTEES PAR LES TRAVAUX DE SECURISATION DE LA  
STATION DE CAPTAGE D'EAU BRUTE DE LA RIVIERE NDJILI,  
DANS LA VILLE DE KINSHASA.**

**RESUME EXECUTIF EN FRANÇAIS,  
ANGLAIS ET LINGALA**

**Juin 2020**

## FRANCAIS

### **RESUME EXECUTIF**

#### **Contexte**

Le Projet d'alimentation en Eau potable en Milieu Urbain, appelé «PEMU» a été mis en place par la République Démocratique du Congo dans le cadre de son vaste programme pluriannuel de reconstruction des infrastructures et vise à augmenter substantiellement la production d'eau potable, qui est largement inférieure à la demande potentielle et à réduire les pertes d'eau dans les réseaux de distribution et les branchements particuliers, pour subvenir aux besoins du plus grand nombre de citoyens en eau potable. Le projet initial qui a démarré en décembre 2009 a couvert les villes de Kinshasa, Matadi et Lubumbashi. Afin de consolider les acquis de celui-ci et d'en étendre les activités à d'autres villes de la RDC, cette dernière a sollicité et obtenu auprès de la Banque mondiale un Financement Additionnel au PEMU (PEMU-FA), pour entre autres : poursuivre la réforme de la REGIDESO SA, réhabiliter les anciennes canalisations et les stations de pompage, construire un nouveau complexe de traitement d'eau potable à Kinshasa et étendre les réseaux primaires, secondaires et tertiaires ainsi que poser des branchements particuliers, des compteurs d'eau et des bornes fontaines.

Par ailleurs, il est prévu dans le cadre du PEMU-FA, des travaux de sécurisation du captage d'eau brute de la rivière Ndjili dans la ville de Kinshasa. Ces travaux consistent en :

- Construction d'un mur de protection en béton armé,
- Rehaussement des voiles du collecteur existant,
- Fourniture et installation d'un flap gate,
- Construction de caniveaux en béton armé à l'intérieur du site de captage;
- Protection des talus des berges de la rivière;
- Remblaiement des zones inondées;
- Construction d'une rampe d'accès à la rivière;
- Protection des installations contre les effets du coup de bélier

Il sied de noter que la réalisation de ces activités commencera dans le cadre du PEMU mais, elle sera transférée sur le projet Kin-Elenda d'autant plus que le PEMU est prévu de clôturer d'ici le 30 décembre 2020.

En effet, Kin-Elenda est un projet de développement multisectoriel et de résilience urbaine initié par le Gouvernement de la République Démocratique du Congo et la ville province de Kinshasa, avec l'appui financier et technique de la Banque Mondiale, ayant pour objectif dans sa 1ère phase d'améliorer les conditions de vie et les opportunités socio-économiques des quartiers pauvres et vulnérables ciblés, par des investissements sélectionnés et renforcer les capacités de planification et de gestion urbaine de la ville de Kinshasa.

Ce projet est basé sur le concept de « villes inclusives et résilientes » sous un angle spatial, économique et social et de résilience aux aléas. Il financera des infrastructures structurantes au niveau de la ville et des investissements de proximité au niveau des quartiers, en abordant également le défi de sous-emploi et de cohésion sociale, ainsi que les renforcements de capacité en matière de gestion urbaine. Les investissements du projet seront concentrés au niveau des bassins versants Est et Ouest de la rivière N'djili (Communes de Matete, de Lemba, de Kisenso et de N'Djili) et les interventions en matière de renforcement institutionnel sur le niveau provincial essentiellement.

Le projet vise à améliorer les conditions et cadres de vie des populations vulnérables des quartiers des communes ciblées par des investissements dans les infrastructures et équipement de base, la bonne gouvernance et le renforcement des capacités à tous les niveaux à l'horizon 2030.

### **Justification du PAR**

La réalisation des activités prévues dans le cadre de ce projet pourrait avoir des effets négatifs sur l'environnement et entraîner des déplacements économiques des personnes. Soucieuse de la préservation de l'homme et de son environnement, la CEP-O/REGIDESO avait initié des enquêtes socio-économiques pour la réalisation du présent Plan d'Action de Réinstallation (PAR). L'objectif visé par les enquêtes socio-économiques était d'identifier les biens et les personnes susceptibles d'être impactés pendant la mise en œuvre des activités du projet ainsi que de proposer des mesures adaptées à la situation réelle observée au cours de ladite opération.

### **Principe et objectifs du PAR**

Les objectifs du plan de réinstallation sont de mettre en place les mécanismes d'atténuation des impacts sociaux afin de prendre en compte les impacts du déplacement involontaire des populations affectées par le Projet, en leur permettant de reconstituer leurs moyens d'existence

et leur niveau de vie. Il s'agit également de restaurer les moyens de production et les revenus au niveau individuel et collectif supérieur ou égal à la condition initiale.

Le présent PAR est préparé en se conformant aux objectifs globaux des lois de la RD. Congo en la matière et en conformité avec les normes environnementales et sociales de la Banque mondiale, notamment la NES n° 5 sur la réinstallation involontaire qui vise à :

1. Minimiser la réinstallation forcée en envisageant des solutions de rechange lors de la conception du projet ;
2. Atténuer les effets sociaux et économiques néfastes des restrictions à l'utilisation de terres, grâce aux mesures suivantes :
  - i. indemnisation rapide, au coût de remplacement, des personnes spoliées de leurs biens et
  - ii. aider les personnes déplacées à améliorer, ou au moins rétablir en termes réels, leurs moyens de subsistance et leur niveau de vie d'avant leur déplacement ou celui d'avant le démarrage de la mise en œuvre du projet, l'option la plus avantageuse étant à retenir.
3. Améliorer les conditions de vie des personnes pauvres ou vulnérables qui sont déplacées physiquement en leur garantissant un logement adéquat, l'accès aux services et aux équipements, et le maintien dans les lieux ;
4. Concevoir et mettre en œuvre les activités de la réinstallation forcée comme un programme de développement durable, en fournissant suffisamment de ressources d'investissement pour permettre aux personnes déplacées de tirer directement parti du projet, selon la nature de celui-ci ;
5. Veiller à ce que l'information soit bien disséminée, que de réelles consultations aient lieu, et que les personnes touchées participent de manière éclairée à la planification et la mise en œuvre des activités de réinstallation.

### **Cadre juridique et institutionnel de la réinstallation**

Les textes juridiques nationaux en la matière ont été considérés, notamment la loi n°73-021 du 20 juillet 1973 portant régime général des biens, régime foncier et immobilier et régime des sûretés telle que modifiée et complétée par la loi n° 80-008 du 18 juillet 1980, la Loi n°77/01 du 22 février 1977 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et la loi n° 11/009 du 09 juillet 2011 portant principes fondamentaux relatifs à la protection de l'environnement.

Toutefois, la législation nationale et le cadre environnemental et social de la Banque mondiale, notamment la Norme Environnementale et Sociale NES n° 5 ne sont concordantes que sur le principe d'évaluation, la date butoir et le type de paiement. S'agissant des personnes éligibles à une compensation, il se dégage un léger rapprochement entre la législation congolaise et la NES n° 5. Cependant, la NES N° 5 de la Banque Mondiale et la législation congolaise présentent des différences fondamentales sur plusieurs autres points, notamment la prise en charge des déplacements physiques et économiques, le mécanisme de gestion des plaintes ; les transactions foncières volontaires et dons volontaires, les dispositions en vue de la protection et de l'accompagnement des femmes et l'implication dans le processus des communautés riveraines.

Ainsi, pour guider le processus de compensation éventuelle dans le cadre de la mise en œuvre des activités du projet ; C'est la disposition de la législation congolaise ou celle de la NES 5 de la Banque mondiale qui est favorable aux PAP qui d'application.

### **Caractéristiques socio – économiques et environnementales**

Sur le plan humain et socio-économique, le projet est localisé dans la ville de Kinshasa, dans la commune de Ndjili, au quartier 8, plus précisément dans le bassin versant de la rivière N'djili. La station de captage de la REGIDESO est hébergé sur la rive gauche de la rivière, tandis que la rive droite constitue le lit majeur ou encore la plaine d'inondation de la rivière qui est aujourd'hui envahi par des quartiers d'autoconstruction au mépris de toute règle d'urbanisation. On y trouve également des arbres fruitiers ainsi que des cultures maraichères d'autoconsommation.

### **Envergure de la réinstallation prévue**

Selon les résultats de la sélection sociale réalisée sur l'emprise des travaux de sécurisation du captage d'eau brute de la rivière Ndjili, ceux-ci laissent entrevoir des effets négatifs éventuels sur l'homme et son environnement, notamment des déplacements économiques ou physiques d'une dizaine des ménages. Aussi, faudra-t-il, pour se conformer aux lois de la RD. Congo et aux normes de la Banque mondiale en matière de réinstallation involontaire, identifier les biens et les personnes susceptibles d'être impactés au cours des travaux et proposer des mesures compensatoires et/ou d'indemnisation pour les impacts subits (pertes des revenus ou de ressources, des déplacements temporaires ou définitifs, etc.).

De ce fait, une étude détaillée permettant l'évaluation chiffrée pour la mise en œuvre de la réinstallation a été effectuée.

### **Résultat de l'étude socio-économique**

L'étude socio-économique effectuée du 20 au 23 avril 2020 a permis de recenser et de caractériser les biens des PAP. Ainsi, 5 ménages ont été identifiés comme susceptibles d'être affectés soit pour la perte définitive d'actifs bâtis et de cultures soit encore pour élagage d'arbres fruitiers.

Dans le cadre de la présente étude, 4 personnes affectées sont des femmes (soit 80 %) et 1 seul est un homme (20 %). 3 PAP, dont 1 homme et 2 femmes sont des chefs de ménages (soit 60 %). Tandis que 2 PAP (toutes des femmes) sont des conjointes aux chefs de ménages (soit 40 %).

Considérant la moyenne de 6,5 personnes dans chaque ménage, la population totale affectée est de 33 personnes.

Le tableau ci-dessous permet de faire un état des lieux des PAP à indemniser:

<b>Catégories de perte</b>	<b>Nombre de PAP</b>
Perte définitive des cultures	1
Perte définitive des cultures + arbres fruitiers	2
Perte définitives d'actifs bâtis + arbres fruitiers	2
<b>TOTAL</b>	<b>5</b>

### **Eligibilité**

Trois catégories de personnes sont éligibles à la compensation. Il s'agit de:

1. détenteurs d'un droit formel sur les terres (y compris les droits coutumiers et traditionnels reconnus par la législation du pays) ;
2. celles qui n'ont pas de droit formel sur les terres au moment où le recensement commence, mais qui ont tout autre titre, sous réserve qu'il soit reconnu par les lois en vigueur en RDC, notamment telle la loi n° 77-001 du 22 février 1977, ou puissent l'être dans le cadre d'un processus identifié dans le plan de réinstallation ;
3. celles qui n'ont ni droit formel ni titres susceptibles d'être reconnus sur les terres qu'elles occupent.

## **Sélection des sites de réinstallation**

Les travaux s'exécuteront sur un site public généralement hors commerce et ayant toujours servi de servitude de sécurité en faveur de l'unité de captage de la REGIDESO, malgré l'occupation illégale actuelle par les riverains.

Etant donné que la mise en œuvre du projet va entraîner les déplacements économiques donnant lieu à une indemnité pour la perte définitive des revenus, ainsi qu'une destruction définitive d'infrastructures bâties servant de dépendance aux infrastructures principales d'habitation sans pour autant entraîner de déplacement physiques des occupants, les personnes affectées recevront une aide à la réinstallation pour leur reconversion éventuelle à d'autres activités génératrices de revenus ou leur reproduction ailleurs et l'acquisition éventuel d'un autre site pour la reconstruction d'actifs bâtis impactés.

Pour ce faire, les 5 PAP (dont 1 homme et 4 femmes) seront appelées à prendre les dispositions nécessaires dès le démarrage de la mise en œuvre du PAR au moins un mois avant le début des travaux. Cependant, la libération des emprises par les PAP n'aura lieu qu'après paiement effective des compensations. Aussi, les séances d'information et sensibilisation seront permanentes pour permettre aux PAP d'être informées sur l'évolution des travaux, leurs droits et devoirs ainsi que la période de réoccupation des emprises et de ce fait, les faire participer activement à l'opération de réinstallation.

Les PAP recevront une indemnité compensatoire pour les pertes subies conformément à la NES n°5. Une enquête socio-économique sera réalisée après la mise en œuvre du PAR en vue de la détermination du niveau de restauration des ménages.

## **Gestion des plaintes**

La gestion des plaintes liés à la mise en œuvre du présent PAR se fera dans le cadre d'une Commission Locale de Réinstallation et de Conciliation (CLCR), avec une attention particulière sur les plaintes les cas de Violence Basée sur le Genre/Exploitation, Abuse, Harcèlement Sexuelle (VBG / EAHS) qui, une fois réceptionnées, seront référées auprès des structures appropriées pour la prise en charge des survivantes.

Cette commission, qui devra intégrer la représentation féminine à hauteur de 30% de ses membres, comprendra :

1. Le représentant du bourgmestre de la commune concernée (Ndjili);
2. La Responsable de femme et famille de la commune (qui sera chargée de la réception et orientation des plaintes VBG/EAHS);

3. Le Responsable de la Cellule Environnement et Social de la REGIDESO ;
4. La représentante des organisations féminines de la société civile;
5. Le représentant d'une organisation des droits de l'homme ;
6. L'ingénieur responsable de l'usine de captage de Ndjili ;
7. Le représentant des PAP (une femme) ;
8. Le représentant du chef du quartier 8.

Les PAP sont conscients que le mécanisme de gestion à l'amiable des conflits est plus bénéfique que le recours aux juridictions publiques. Cela est conforme à l'esprit de la NES n° 5 de la Banque Mondiale qui prône la résolution à l'amiable de tout problème au niveau local. Au-delà de l'option ci-dessus, la PAP peut saisir le tribunal de grande instance. Cette démarche suppose que la PAP dispose des moyens nécessaires (financiers et techniques) pour faire prévaloir ses droits et se faire justice.

Il n'existe pas de délai de prescription pour le dépôt des plaintes par les PAP. Cependant, pour raison de promptitude, nous encourageons la gestion cyclique des plaintes dans un délai de trois (3) semaines par cycle. Ce temps sera réparti comme suit :

1. Une semaine aux PAP pour déposer leurs plaintes au niveau de chef de quartier ou de la station de captage qui les enregistre dans le registres des plaintes et les transmettent à la commune ;
2. Une semaine aux bourgmestres pour prendre connaissance des différentes plaintes et convoquer une session de la Commission locale de Conciliation ;
3. Une semaine à la commission pour traiter l'ensemble des plaintes déposées pour ce cycle.

Notons que le dépôt des plaintes au bureau de la commune, au site du projet se poursuivra en parallèle avec le traitement des plaintes au niveau supérieur. Ces plaintes ainsi déposées après la 1ère semaine seront prises en compte dans le cycle suivant. La fin du traitement de l'ensemble des plaintes par la commission marque le début d'un nouveau cycle de gestion de plaintes, lequel se fera suivant le même procédé.

### **Dispositif de mise en œuvre du PAR**

La CEP-O/REGIDESO se chargera de la mise en œuvre du PAR, sous la coordination et l'accompagnement technique de la cellule Infrastructure, avec l'appui d'un Consultant Indépendant (ONG) et de la Commission Locale de Réinstallation et de Conciliation (CLCR). La CEP-O/REGIDESO, la CI et la CLCR auront une responsabilité centrale dans la



coordination des différentes activités de compensation. Elles devraient mobiliser tous les acteurs pour la mise en œuvre des activités prévues dans le présent rapport. Les indicateurs à suivre seront :

1. le nombre de PAP indemnisés;
2. le nombre de personnes ayant perdu définitivement leurs actifs ;
3. le nombre des personnes ayant bénéficié de l'aide à la réinstallation ;
4. le nombre des propriétaires ayant perdu leurs actifs ;
5. le nombre des personnes vulnérables impactés ;
6. le nombre de plaintes enregistrées ;
7. le nombre de plaintes traitées.

### Chronogramme de mise en œuvre du PAR

Etapas/Activités	Juillet 2020				Août 2020
	Semaine 1	Semaine 2	Semaine 3	Semaine 4	Semaine 1
<b>Etape 1:</b> Validation du PAR					
<b>Etape 2:</b> Dépôt d'un exemplaire du PAR auprès des autorités concernées (Commune Ndjili, Bureau du quartier et Site de captage de la REGIDESO)					
<b>Etape 3:</b> Consultations publiques et réunion d'information des PAP					
<b>Etape 4 :</b> Signature des protocoles l'indemnisation indiquant le montant de la compensation, les objectifs de la compensation, les obligations des parties (affectées et projet)					
<b>Etape 5:</b> Remise de la compensation					
<b>Etape 6:</b> Traitement des réclamations, libération du site et clôture du dossier individuel.					
<b>Etape 7:</b> Rédaction du Rapport de mise en œuvre de compensation.					
<b>Etape 8:</b> Réalisation de l'audit social du PAR et d'une enquête sur la restauration des ménages.					

NB: les travaux ne devront débuter qu'après paiement des indemnités et libération de l'emprise.

## **Date butoir**

Les populations ont été sensibilisées à ne plus s'installer sur la berge de la rivière. Conformément aux stipulations de la NES n° 5, la date butoir a été fixée au 20 avril 2020, correspondant au début de l'opération d'inventaire détaillé, réalisée du 20 au 23 avril 2020 (période de recensement).

## **Suivi et évaluation du PAR**

Le suivi-évaluation relève de la responsabilité de la CI, de la REGIDESO, de la ville Province de ainsi que des autorités communales avec l'appui des consultants qui produiront un rapport de suivi.

## **Consultations publiques**

Des consultations publiques ont été organisées le **17 avril 2020** avec les autorités locales et leaders d'opinion, ainsi que le **19 avril 2020** à l'intention des toutes les populations riveraines et PAP éventuelle, avec un taux de participation des femmes estimés à 30 %.

De façon générale, tous les interlocuteurs, y compris les populations affectées par le projet, perçoivent positivement le projet qui, de leur avis, augure un bon présage pour le développement local et la résolution de l'épineux problème de pénurie d'eau potable qui se pose avec acuité dans cette partie de la ville.

L'essentiel des préoccupations et craintes exprimées ont porté essentiellement sur:

1. Les types des travaux qui seront effectués dans le cadre du projet ;
2. Les risques d'inondation par la rivière Ndjili en crue ;
3. L'indemnisation des PAP pour les pertes de cultures et de revenus ;
4. la période de démarrage des travaux ;
5. La pollution par les divers déchets charriés par la rivière ;
6. l'implication des autorités locales dans la mise en œuvre du projet.

Ainsi, les recommandations suivantes ont formulées:

1. Informer et sensibiliser les parties prenantes sur les spécificités et les exigences des financements de la Banque Mondiale ;
2. Délimiter la berge de la rivière par l'erection d'un mur de séparation avec les parcelles environnante en vue de reduire les risques d'innondations ;

3. Prévoir une indemnisation pour les biens affectés sur toute l'emprise du projet et une aide à la réinstallation en faveur des personnes obligées de se déplacer temporairement ;
4. Établir des plans d'intervention et d'évacuation des déchets ;
5. Commencer et terminer les travaux le plus rapidement possible;
6. Impliquer les autorités locales dans la mise en œuvre du projet;
7. Informer les acteurs du démarrage des travaux en organisant un atelier.

En réponse aux préoccupations soulevées, l'équipe a expliqué les droits en matière de réinstallation ainsi que les options offertes par le projet (en nature, en espèces ou sous une autre forme). A l'unanimité, toutes les PAP ont souhaité être compensées uniquement en espèces.

### Estimation du coût Global du PAR

Le coût des indemnisations est de **9 617 USD** (incluant les indemnités compensatoires et toute autre aide à accorder) sur un coût global de mise en œuvre du PAR estimé à **4 698 \$US** comme l'indique le tableau ci- après :

N°	Description	Montant / Source de financement (USD)		
		GRDC	PEMU	Total
<b>1</b>	<b>Compensation des PAP</b>			
	<i>Indemnisation des PAP</i>	4 698		4 698
	<b>Sous-Total (1)</b>	<b>4 698</b>		<b>4 698</b>
<b>2</b>	<b>Frais de mise en œuvre suivi et supervision du PAR</b>			
(a)	<i>Frais de prestation du Consultant indépendant (Expert et enquêteurs)</i>	0	2 000	2 000
(b)	<i>Frais de fonctionnement de CLCR</i>	0	1 000	1 000
(c)	<i>Frais de transfert des fonds</i>	47	0	47
(d)	<i>Audit social</i>	0	1 000	1 000
(e)	<i>Sous-total:</i>	47	4 000	4 047
	<i>Imprévu (10%)</i>	472	400	872
	<b>Sous-Total (2) (Sous-total + imprévu):</b>	<b>519</b>	<b>4 400</b>	<b>4 919</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>5 217</b>	<b>4 400</b>	<b>9 617</b>

## ANGLAIS

### **EXECUTIVE SUMMARY OF BY SECURING THE CAPTURE OF NDJILI**

#### **Context**

The Drinking Water Supply Project in Urban Areas, called “PEMU” was implemented by the Democratic Republic of Congo as part of its vast multi-year infrastructure reconstruction program and aims to substantially increase the production of drinking water, which is much lower than potential demand and reduces water losses in distribution networks and private connections, to meet the needs of the greatest number of citizens for drinking water. The initial project which started in December 2009 covered the cities of Kinshasa, Matadi and Lubumbashi. In order to consolidate its achievements and extend its activities to other cities in the DRC, the latter requested and obtained from the World Bank Additional Financing to the PEMU (PEMU-FA), among others: pursue the reform of REGIDESO SA, rehabilitate the old pipes and pumping stations, build a new drinking water treatment complex in Kinshasa and extend the primary, secondary and tertiary networks as well as lay special connections, water meters and water fountains.

In addition, it is planned as part of the PEMU-FA, to secure the raw water catchment of the Ndjili River in the city of Kinshasa. These works consist of:

- Construction of a reinforced concrete protective wall,
- Raising of the existing collector sails,
- Supply and installation of a flap gate,
- Construction of reinforced concrete gutters inside the catchment site;
- Protection of the banks of the river;
- Backfilling of flooded areas;
- Construction of an access ramp to the river;
- Protection of installations against the effects of water hammer.

It should be noted that the realization of these activities will begin within the framework of the PEMU but, it will be transferred to the Kin-Elenda project all the more since the PEMU is expected to close by December 30, 2020.

Indeed, Kin-Elenda is a multisectoral development and urban resilience project initiated by the Government of the Democratic Republic of Congo and the city of Kinshasa province, with financial and technical support from the World Bank, with the objective of 1st phase of

improving the living conditions and socio-economic opportunities of the poor and vulnerable neighborhoods targeted, through selected investments and strengthening the planning and urban management capacities of the city of Kinshasa.

This project is based on the concept of “inclusive and resilient cities” from a spatial, economic and social angle and of resilience to hazards. It will finance structuring infrastructure at the city level and local investments at the neighborhood level, also addressing the challenge of underemployment and social cohesion, as well as capacity building in terms of urban management. The investments of the project will be concentrated at the level of the East and West watersheds of the N’djili River (Communes of Matete, Lemba, Kisenso and N’Djili) and the interventions in institutional strengthening mainly on the provincial level.

The project aims to improve the living conditions and frameworks of the vulnerable populations in the districts of the communes targeted by investments in basic infrastructure and equipment, good governance and capacity building at all levels by 2030.

### **Rationale for PAR**

Carrying out the activities planned under this project could have negative effects on the environment and lead to economic displacements of people. Concerned about the preservation of man and his environment, the CEP-O / REGIDESO had initiated socio-economic surveys for the realization of this Resettlement Action Plan (PAR). The objective of the socio-economic surveys was to identify the goods and people likely to be impacted during the implementation of project activities as well as to propose measures adapted to the real situation observed during the said operation. .

### **Principle and objectives of the PAR**

The objectives of the resettlement plan are to set up mechanisms to mitigate social impacts in order to take into account the impacts of the involuntary displacement of the populations affected by the Project, by allowing them to rebuild their livelihoods and their level of life. It is also a question of restoring the means of production and income at the individual and collective level greater than or equal to the initial condition.

This PAR is prepared in accordance with the overall objectives of the laws of R&D. Congo in this area and in compliance with the environmental and social standards of the World Bank, in particular NES n°5 on involuntary resettlement which aims to:

1. Minimize forced resettlement by considering alternatives when designing the project;
2. Mitigate the negative social and economic effects of land use restrictions through the following measures:
  - i. Prompt compensation, at replacement cost, for people robbed of their property and
  - ii. Helping displaced people to improve, or at least restore in real terms, their livelihoods and standard of living before their displacement or before the start of project implementation, the most advantageous option being to remember.
3. Improve the living conditions of poor or vulnerable people who are physically displaced by guaranteeing them adequate housing, access to services and equipment, and staying in places;
4. Design and implement forced resettlement activities as a sustainable development program, providing sufficient investment resources to allow IDPs to benefit directly from the project, depending on the nature of the project;
5. Ensure that information is disseminated, that meaningful consultations take place, and that affected people are informed about the planning and implementation of resettlement activities.

### **Legal and institutional framework for resettlement**

The national legal texts on the subject were considered, in particular the law n ° 73-021 of July 20, 1973 relating to the general regime of goods, land and real estate regime and security regime as modified and completed by law n°80-008 of July 18, 1980, Law No.77/01 of February 22, 1977 on expropriation for reasons of public utility and Law No. 11/009 of July 09, 2011 on fundamental principles relating to the protection of the environment.

However, the national legislation and the environmental and social framework of the World Bank, in particular the Environmental and Social Standard NES n°5 are consistent only on the principle of evaluation, the deadline and the type of payment. Regarding those eligible for compensation, there is a slight approximation between Congolese legislation and NES No. 5. However, NES No. 5 of the World Bank and Congolese legislation present fundamental differences on several other points. , in particular the management of physical and economic travel, the complaints management mechanism; voluntary land transactions and voluntary donations, arrangements for the protection and support of women and involvement in the process of local communities.

Thus, to guide the process of possible compensation in the context of the implementation of project activities; It is the provision of Congolese legislation or that of the NES 5 of the World Bank which is favorable to the PAP which apply.

### **Socio - economic and environmental characteristics**

On a human and socio-economic level, the project is located in the city of Kinshasa, in the commune of Ndjili, in ward 8, more precisely in the watershed of the N'djili River. The REGIDESO catchment station is erected on the left bank of the river, while the right bank constitutes the major bed or the floodplain of the river which is today invaded by self-built neighborhoods. Disregard of any urbanization rule. There are also fruit trees and self-consumption vegetable crops.

### **Scope of planned resettlement**

According to the results of the social selection carried out on the right of way of securing the raw water catchment of the Ndjili river, these suggest possible negative effects on man and his environment, in particular economic or physical displacement about ten households. Also, it will be necessary to comply with the laws of R&D. Congo and World Bank standards for involuntary resettlement, identify assets and people likely to be impacted during the works and propose compensatory and / or compensation measures for the sudden impacts (loss of income or resources, temporary or permanent travel, etc.).

As a result, a detailed study allowing the quantified assessment for the implementation of the resettlement was carried out.

### **Result of the socio-economic study**

The socio-economic study carried out from 20 to 23 April 2020 made it possible to identify and characterize the properties of the PAP. Thus, 5 households were identified as likely to be affected either for the permanent loss of built assets and crops or even for pruning of fruit trees.

In this study, 4 affected people are women (80%) and only 1 is a man (20%). 3 PAP, of which 1 man and 2 women are heads of households (60%). While 2 PAP (all women) are spouses to heads of households (40%).

Considering the average of 6.5 people in each household, the total population affected is 33 people.

The table below provides an overview of the PAP to be compensated:

<b>Loss categories</b>	<b>Number of PAP</b>
Definitive loss of crops	1
Definitive loss of crops + fruit trees	2
Definitive loss of built assets + fruit trees	2
<b>TOTAL</b>	<b>5</b>

### **Eligibility**

Three categories of people are eligible for compensation. It is:

1. Holders of a formal right to the land (including customary and traditional rights recognized by the laws of the country);
2. Those who have no formal right to land at the time the census begins, but who have any other title, provided that it is recognized by the laws in force in the DRC, in particular such as law no. 77 -001 of February 22, 1977, or may be part of a process identified in the resettlement plan;
3. Those who have neither formal rights nor titles likely to be recognized on the lands they occupy.

### **Selection of resettlement sites**

The works will be carried out on a public site generally out of trade and having always served as a security easement in favor of the REGIDESO capture unit, despite the current illegal occupation by residents.

Given that the implementation of the project will lead to economic displacements giving rise to compensation for the permanent loss of income, as well as a definitive destruction of built infrastructure serving as a dependence on the main residential infrastructure without resulting in physical displacement of the occupants, the affected people will receive resettlement assistance for their possible reconversion to other income-generating activities or their reproduction elsewhere and the possible acquisition of another site for the reconstruction of impacted built assets.

To do this, the 5 PAP (including 1 man and 4 women) will be called upon to take the necessary measures from the start of the implementation of the PAR at least one month before the start of the works. However, the release of rights of way by the PAP will only take place after the



effective payment of compensation. Also, the information and awareness sessions will be permanent to allow the PAP to be informed about the progress of the works, their rights and duties as well as the period of reoccupying the rights-of-way and therefore, make them actively participate in the reinstallation operation.

PAP will receive compensatory compensation for losses suffered in accordance with NES No.5. A socio-economic survey will be carried out after the implementation of the PAR in order to determine the level of catering for households.

### **Complaints management**

The management of complaints related to the implementation of this PAR will be done within the framework of a Local Resettlement and Conciliation Commission (CLCR), with particular attention to complaints in cases of Gender-Based Violence / Exploitation, Abuse, Harassment Sexual (VBG / EAHS) which, once received, will be referred to the appropriate structures for the care of survivors.

This commission, which will include female representation up to 30% of its members, will include:

1. The representative of the mayor of the municipality concerned (Ndjili);
2. The woman and family manager of the municipality (who will be responsible for receiving and directing VBG / EAHS complaints);
3. The Head of the REGIDESO Environment and Social Unit;
4. The representative of women's civil society organizations;
5. The representative of a human rights organization;
6. The engineer responsible for the Ndjili catchment plant;
7. The PAP representative (a woman);
8. The representative of the district chief 8.

The PAP are aware that the amicable conflict management mechanism is more beneficial than recourse to public jurisdictions. This is in keeping with the spirit of NES No.5 of the World Bank, which advocates the amicable resolution of any problem at the local level.

Beyond the above option, the PAP can seize the High Court. This approach assumes that the PAP has the necessary means (financial and technical) to assert its rights and obtain justice.

There is no limitation period for the submission of complaints by PAP. However, for reasons of timeliness, we encourage the cyclical management of complaints within three (3) weeks per cycle. This time will be distributed as follows:

1. One week to the PAP to file their complaints at the level of the district chief or the catchment station which registers them in the register of complaints and forwards them to the municipality;
2. A week for the mayors to learn about the various complaints and to convene a session of the Local Conciliation Commission;
3. A week at the commission to deal with all the complaints filed for this cycle.

Note that the filing of complaints at the municipality office at the project site will continue in parallel with the processing of complaints at the higher level. These complaints thus filed after the 1st week will be taken into account in the following cycle. The end of the Commission's processing of all complaints marks the start of a new cycle for handling complaints, which will be done using the same procedure.

### **PAR implementation system**

The CEP-O / REGIDESO will be responsible for implementing the PAR, under the coordination and technical support of the Infrastructure unit, with the support of an Independent Consultant (NGO) and the Local Resettlement Commission and Conciliation (CLCR). CEP-O / REGIDESO, CI and CLCR will have a central responsibility in the coordination of the various compensation activities. They should mobilize all the actors for the implementation of the activities planned in this report. The indicators to follow will be:

1. The number of PAP compensated;
2. The number of people who have permanently lost their assets;
3. The number of people who received resettlement assistance;
4. The number of owners who lost their assets;
5. The number of vulnerable people impacted;
6. The number of complaints registered;
7. The number of complaints processed.

## PAR implementation schedule

Stages / Activities	Juillet 2020				August 2020
	Week 1	Week 2	Week 3	Week 4	Week 1
Step 1: Validation of the PAR					
Step 2: Deposit of a copy of the RAP with the authorities concerned (Ndjili Municipality, District Office and REGIDESO Collection Site).					
Step 3: Public consultations and PAP information meeting.					
Step 4: Signing of the compensation protocols indicating the amount of compensation, the objectives of the compensation, the obligations of the parties (affected and project).					
Step 5: Delivery of compensation					
Step 6: Processing of complaints, release of the site and closure of the individual file.					
Step 7: Drafting of the compensation implementation report.					
Step 8: Carrying out the PAR social audit and a survey on household catering.					

NB: the works should only start after payment of compensation and release of the right-of-way.

### Deadline

People have been made aware of not settling on the river bank any more. In accordance with the stipulations of NES No. 5, the cut-off date was set for April 20, 2020, corresponding to the start of the detailed inventory operation, carried out from April 20 to 23, 2020 (census period).

### PAR monitoring and evaluation

Monitoring and evaluation is the responsibility of the CI, REGIDESO, the provincial town and the municipal authorities with the support of consultants who will produce a monitoring report.

## **Public consultations**

Public consultations were organized on April 17, 2020 with local authorities and opinion leaders, as well as on April 19, 2020 for all local residents and possible PAP, with a participation rate of women estimated at 30% . .

In general, all the interlocutors, including the populations affected by the project, positively perceive the project which, in their opinion, augurs a good omen for local development and the resolution of the thorny problem of shortage of drinking water which arises with acquitted in this part of the city.

Most of the concerns and fears expressed focused on:

1. The types of work that will be carried out as part of the project;
2. The risks of flooding by the Ndjili river in flood;
3. Compensation to PAP for loss of crops and income;
4. The start-up period of the works;
5. Pollution by the various wastes carried by the river;
6. The involvement of local authorities in the implementation of the project.

The following recommendations were made:

1. Inform and sensitize stakeholders on the specificities and requirements of World Bank financing;
2. Delimit the bank of the river by erecting a separation wall with the surrounding plots in order to reduce the risk of flooding;
3. Provide compensation for the property affected throughout the project area and resettlement assistance for people forced to travel temporarily;
4. Establish intervention and waste disposal plans;
5. Start and finish the work as quickly as possible;
6. Involve local authorities in the implementation of the project;
7. Inform the actors of the start of works by organizing a workshop.

In response to concerns raised, the team explained the resettlement rights as well as the options offered by the project (in kind, in cash or in another form). Unanimously, all PAP wanted to be compensated only in cash.

## Estimated overall cost of PAR

The cost of compensation is 9,617\$ (including compensatory compensation and any other aid to be granted) out of an overall cost of implementing the RAP estimated at 4,698\$ as shown in the table below:

N°	Description	Montant / Source de financement (USD)		
		GRDC	PEMU	Total
<b>1</b>	<b>PAP compensation</b>			
	<i>Indemnification of PAP</i>	4 698		4 698
	<b>Sub-Total (1)</b>	<b>4 698</b>		<b>4 698</b>
<b>2</b>	<b>Implementation costs monitoring and supervision of the PAR</b>			
(a)	Service costs of the Independent Consultant (Expert and investigators)	0	2 000	2 000
(b)	CLCR operating costs	0	1 000	1 000
(c)	Fund transfer fees	47	0	47
(d)	Social audit	0	1 000	1 000
(e)	Subtotal:	47	4 000	4 047
	Contingencies (10%)	472	400	872
	<b>Sub-Total (2) (Sub-total + unforeseen):</b>	<b>519</b>	<b>4 400</b>	<b>4 919</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>5 217</b>	<b>4 400</b>	<b>9 617</b>

## LINGALA

### **LIKANISI YA KOKOKISA YA PAR BOBATELI MALAMU YA EKANGELI MAYI YA NDJILI**

#### **MAKOMI**

Mabongisi ya kotiya mayi ya petwa na bisika ya bato ebengami « PEMU » eye banaki na kotiana na esika na nzela ya Républiki Demokratiki ya Congo na kati ya mabongisi na ye munene makasi ya botongi ya bisalelo ya minene pe ya ko matisa makasi esalelo ya mayi petwa, oyo ezali pena na se makasi ya bosenga pe na kokitisa ba bobongisi ya mayi na katiya masanga ya bokaboli pe ya ba bokaboli ya bokeseni, pona koyanola na ba bosenga ya bato ebele na oyo etali mayi ya petwa. Mabongisi ya bosangisi oyo ebandaki na décembre 2009 eyebaki na kozipa ba engumba ya Kinshasa, ya Matadi pe na ya Lubumbashi. Na tin aya kosunga ta kosimba matomba ya oyo pe yako panza ba misala ba engumba misusu ya Républiki Demokratiki ya Congo, oyo ya suka ya kasenga eyebanaki na kozuama epayi ya Banque Mondiale bopesi misolo ya bomati na PEMU (PEMU – FA), pona kolandela bozongisi sika ya REGIDESO SA, kozongisa sika bilekelo ya kala oyo elekisaka mayi pe na bisika ya pompage, kotonga epetoli mayi ya petwa ya sika na Kinshasa pe kopanza masanga ya liboso, ya mibale pe ya misala pe kotia bikaboleli ya bokeseni, ba bitangeli mayi pe ba bikangeli maziba kutu, ebongisami na katiya PEMU-FA, ba misala ya bobateli, ekangeli mayi ya bosoto ya mayi ya Ndjili na engumba ya Kinshasa. Misala oyo ezali ya :

- Botongi ya efelo moko ya bobateli na béton armé ;
- Bomatizi ya bizipolo ya elekelo oyo ezali ;
- Esalelo pe botieyi ya flap gate moko ;
- Botongi ya bilekelo ya mayi na béton armé na kati ya esika ya ekangeli mayi ;
- Bobateli ya bitongamelo y aba nzela ya mayi ;
- Kotiya mabele na bisika oyo eko pesa nzela na mayi ;
- Bobateli ya biloko oyo bakotia na tina y aba mbano ya kobeta ya meme.

Esengeli kofanda kokoma ete bokokisi ya misala wana ekobanda na kati ya bolenge ya PEMU kasi, akoyebana na komemama likola ya mabongisi ya Kin – Elenda na koleka lisusu ete PEMU ebongisami na kokanga to kosilisa na mokolo ya 30 décembre 2020.

Na wana, Kin – Elenda eza mabongisi moko ya kofulukisa bisika ebele pe ya bisika ya makasi oyo etiami na nzela ya boyangeli ya Républiki Demokratiki ya Congo pe na ya engumba ya Kinshasa, na lisungi ya misolo pe ya kosalela ya Banque Mondiale, oyo aza na litomba na kati ya mosanda naye ya liboso oyo ezali ya kobangisa lolenge ya kobika ya bato pe ba mabaku ya lisanga ya ekonzo ya bisika ya pasi pe yo ba botawu, na nzela ya botieyi misolo oyo ba poni pe kokomisa lisusu makasi ba makoki ya mabongisi pe ya bokambi ya bisika ya engumba ya Kinshasa.

### **Mabongisi oyo efandi likolo ya likanisi ya**

« Ba engumba oyo ekoti makasi » na se ya esika moko ya munene, ya ekonzo pe lisanga pe ya ba kokoso ya makasi.

Eko yebana nakotia misolo na bitongelo ya minene na epimelo ya engumba pe kotia misolo ye pembeni na epimelo y aba bisika, na kobanda etumba ya se ya mosala pe ya bokobi ya lisanga, pe lisusu kokomisa makasi ya makoki na oyo etali bakambi ya bisika. Ba botieyi misolo ya mabongisi bakoyebana kosangana na epimelo ya sani ya mayi oyo ebuakamaka Est pe Ouest ya mayi ya ndjili (Commune ya Matete, ya Lemba, ya Kisenso pe ya N’djili) pe bikotelo ya oyo etali kotia makasi likolo ya epimelo ya esika ya mboka kaka.

Mabongisi eza pe ya kobongisa ba lolonge ya kobika ya bato oyo bazali na botawu ba quartier ba commune oyo ba komi na nzela ya kotia makoki na kati y aba bitongelo ya munene pe bisalelo ya moboko, bayangeli malamumu pe kotia makoki na epimelo nionso kino na 2030.

### **Eyano ya PAR**

Bokokisi ya misala oyo ebongisami na kati ya lolenge ya mabongisi oyo ekoki kozala na ba mbano ya mabe na balabala pe komema ba bolongi ekonzo ya batu. Na posa wana ya kobatela moto pe na esika na ye CEP – O/REGIDESO ayebaki na kokotisa ba kolandela ya lisanga ya ekonzo pona bokokisi ya mabongisi ya mosala ya koyebalisusu kotia (PAR).

Litomba oyo ya ba kolandela ya lisanga ya ekonzo ezalaki ya ko talisa malamumu ba bazui pe ya bato oyo ba koki kosimbama kolandisama botieyi na mosala bisalelo ya mabongisi pe lisusu ya kotalisa bimekelo oyo ezali malamumu na likambu oyo bamonaki tango bazalaki kosala mosala.

## **Nyango pe matomba ya PAR**

Matomba ya mabongisi ya koyeba kotia lisusu biloko ezali ya kotia na esika bisalelo ya bokitisi ba mbano epayi na bato na tin aya kozua yango na alima ba mbano ya bolongoli bikolo wana oyo basimba na mabongisi, na kopesa bango nzela ya kosangisa makoki na bango ya kobika pe epimelo na banque ya kobika.

Ezali pena ya kozongisa ba makoki ya bobotisi pe ba mbano na epimelo ya moto yemoko pe ya lisanga ya likolo to mosanda moko ya koyeba kozala ya liboso.

PAR ya sikoyo ebongisami na koyokana na matomba ya bosangisi ya bamibeko ya Repibliki Democratiki ya Congo na oyo etali pe na bokutani na ba nyango ya bisika pe ya lisanga ya Banque Mondiale, mingi mingi NES n°5 likolo ya koyeba na kotia lisusu biloko oyo litomba nanga eza ya :

1. Kokitisa koyeba na kozongisa sika na makasi na koyeba kotia biyano ya kobongola wana tango baka kokisa mabongisi ;
2. Kokitisa bâ mbano Ya masanga pe ya bikonzo ya page Ya bikeseni na esalelo ya ba mabele, na nzela ya bimekelo oyo elandi :
  - i. Lifuta ya lombango, na talo ya kolongola pe kotia mosusu, ya NATO oyo ba yebani na kobotolama ba bozui na bango pe ;
  - ii. Kosunga bato oyo balongoli bisika wana na kobongisa, to pe ata kozongisa na lolenge ya solo, makoki na bango ya kobika pe ya epimelo na bango ya kobika oyo bazalaki na ngo liboso yambo balongola ganga bisika wana to pe oyo ya yambo batieyi na mosala ya makasi eza Ya kabatela.
3. Kolongisi ba lolenge ya kobika ya bato balola to ya botawa oyo balongoli na bomoto na kondimisa bango ete bako Zala na bifandelo moko Ya malamumu, bokoti na misala pe na bisalelo, pe bobateli ya kati ya bisika ;
4. Koyamba pe kotia na mosala bisalelo ya koyeba na kozongisa sika na makasi lokola mabongisi moko ya kofulukisa oyo ekowumela, na kopesa pena ba makoki pona kopesa nzela na bato ayo ba longoli ya kozua mbalamoko eteni ya mabongisi, kolandisama lolenge oyo ;
5. Kosenzela ete liyebisi eyebana kopanzana malamumu, ete ba kokutana ya solo ezala, pe ete bato oyo basimbami bakota na lolenge moko ya mpole na mabongisi pe batieyi na mosala bisalelo ya koyeba na kozongisa sika.

### **Makomi ya alima pe ya momesano ya koyeba na kozongisa sika**

Ba makomi ya alima ya mboka oyo établi eyebanaki na kondimisama, mingi mingi mobeko n°73-021 ya 20 juillet 1973 komema lisanga ya ba bozui, lisanga ya bilanga pe ndaku pe lisanga ya ba kondimisama lokola ndenge ba bongolaki pe babakisaki na mobeko n°77/01 ya 22 février 1977 likolo ya bokangi tina ya bosaleli ya bato nyonso pe mobeko n°11/009 ya 09 juillet 2011 komema ba myango ya moboko oyo ekangami na bobateli ya bisika ya mboka.



Tango nyonso, mobeko ya mboka pe lolenge ya bisika ya mboka pe lisanga ya Banque Mondiale, mingi mingi myango ya bisika ya mboka pe ya lisanga NES n°5 bazali koyokana kaka likolo ya myango ya botali malamumu, mokolo oyo etiami pe lolenge ya kofuta. Lokola ezali ya bato oyo ba poni na lifuti moko, azali komilongola mwa bopusani moko na kati kati ya mobeko ya ba Congolais pe na NES n°5.

Na tango, NES n°5 ya Banque Mondiale pe mobeko ya ba Congolais ezali kotalisa bikeseni ya makasi likolo ya ba makomi misusu ebele, mingi mingi bozui na mokumba ya bolongoli ya bato pe ya bikonzo, esalelo ya bokambi ya koyima yima.

Kotinda ya biloko na kobongisa na ya bobateli pe ya bokambi ya basi pe komikotisa na kati ya esalelo ya masanga ya zinga zinga.

Boye, pona kokamba esalelo Ya lifuta oyo ebangi na katiya lolenge ya botieyi na mosala ya bisalelo ya mabongisi ; ezali botieyi malamumu ya mobeko ya ba congolais to oyo ya NES n°5 ya Banque Mondiale oyo ezali malamumu pona ba PAP oyo ya botieyi mosala.

### **Botalisi ya lisanga ya ekonzo pe bisika ya mboka**

Likolo ya mabongisi ya moto pe ya lisanga ya ekonzo, mabongisi ezuami na engumba ya Kinshasa na kati ya commune ya Ndjili, na quartier 8, mingi mingi na kati ya sani ya mayi ya mayo ya N'djili. Esika ya ekangeli mayi ya REGIDESO etangami pembeni ya ngambu ya gauche ya mayo, nzoka nde ngambu ya droite ezali kotalisa mbetu monene to lisusu sani monene ya bozindisi ya mayi oyo ezali lelo ya kotondisama na bâ quartier ya botongi na bango moko na ko bwakisa ba nyango nyonso ya botongi malamumu. Tozali kokuta pen aba nzete oyo ememaka ba mbuma pe ba bisalelo ya kolanda pe kobuka ba mbuma ya kolia.

### **Lisungi ya koyeba na kozongisa sika oyo babongisi**

Kolandisa na biyano ya boponi lisanga oyo esalemaki likolo ya bokonzi ya misala ya babateli ya ekangeli mayi ya bosoto ya mayi ya N'djili, ba oyo ezali kotika ba mbano ya mabe ya likama likolo yam utu pe bisika na ye, mingi mingi ba bolongoli bikonzo to ya batu ya mwa zomi ya mabota pe lisusu, ekosenga, pona koyokana na mibeko ya Republiki Democratiki ya Congo pen a ba myango ya Banque Mondiale na oyo etali ya koyeba na kozongisa sika na mokano na bango te, kotalisa ba bozui pe bato oyo ya botawu oyo bakoki kosimbama tango misala eko salema pona kosimbama oyo ba biki (bobungisi ya misolo to bozui, ba bolongili ya tango to oyo ba talisi, etc.)

Na oyo etali yango, botali malamumu oyo batalisi na kopesa nzela na botali malamumu ya motango pona botieyi na mosala ya koyeba na kozongisa sika eyeba naki na kosalema.

### **Eyano ya botangi ya lisanga ya ekonzo**

Botangi ya lisanga ya ekonzo oyo esalemaki na 20 kino 23 avril 2020 epesaki nzela na kotala malamumu pe kotalisa ba bozui ya PAP. Boye mabota mitano eyebanaki nako talisama lokola na botawu ya ko simbama to pona bobungi ya libela ya biloko oyo botongi pe ya ba nzete to pona lisusu bokati ya ba nzete oyo ememaka ba mbuma.

Na kati ya lolenge ya botangi malamumu ya sikoyo, bato minei oyo basimbami eza basi (to 80%) pe moko eza mobali (20%). PAP misato, oyo wapi moko ezali mobali pe mibale ezali basi bazali bakonzi ya mabota (ta 60%) nzoka nde PAP mibale (basi nyonso) bazali basi ya ba konzi ya mabota (to 40%).

Nakozwa na alima nyonso mwa kati kati ya 6,5 bato na kati ya mabato nyonso, ekolo mobimba oyo esimba ezali kaka bato tuku misato na misato.

Etalisi oyo ezali nase eza pesa nzela ya kosala lolenge ya bisika ya ba PAP bako futa.

<b>Lolenge ya bobungi</b>	<b>Motango PAP</b>
Bobungisi ya libela ya ba bilanga.	1
Bobungisi ya libela ya ba bilanga pe ba nzete oyo epesaka ba mbuma.	2
Bobungisi ya libela ya ndaku oyo batongi pe ba nzete oyo epesaka ba mbuma.	2
<b>Nyonso esali</b>	<b>5</b>

### **Boponi**

Lolenge misala ya bata ba ponami nakozwa lifuta. Ezali ya :

1. Mosimbi ya ndingisa ya solo likolo ya ba mabele (oyo ezwami mibeko ya bokoko pe ya bisika oyo eyebani na nzela mobeko ya mboka) ;
2. Ba oyo bazali na ndingisa ya solo te likolo ya ba mabele na tango oyo lifuta ekobanda, kasi oyo bazali na ba komba to mpete nyonso, na se ya kobombama ete bayebani na nzela ya mibeko na bokasi na Republiki Demokratiki ya Congo, mingi mingi mobeko n°77/001 ya 22 février 1977 oyo makoki nango eza na kati ya lolenge ya esalelo moko oyo batalisi na kati ya mabongisi ya koyeba na kozongisa sika ;

3. Ba oyo bazali ata na ndingisa moko te ya solo to ata ba mpete to ba kombo oyo eyebani likolo ya bamabele oyo bazili kofanda.

### **Boponi ya bisika ya koyeba na kozongisa sika**

Misala eko salema likolo ya esika moko ya bato nyonso na mobimba libanda ya boteki pe kozala tango nyonso kosalela na bowumbu ya bobateli na tina ya lisanga ya bokangi mayi ya REGIDESO, atako bato ya bisika bazali kofanda wana na libanda ya mobeko.

Na lolenge ete botieyi na mosala ya mabongisi eko mema ba bolongoli ya bikonzo na ko pesa esika na lifuta moko pona bobungisi ya libela ya bozui, pe lisusu bobebisi ya libela ya bitongeli ya minene oyo batongi oyo ezo sunga na ba bitongeli ya minene ya moboko nako fanda wana, bato oyo ba simbami bakoyamba lisungi moko ya koyeba na kozongisa sika pona bosangisi na bango na misala misusu oyo ebotisaka misolo to bobotisi ya ngambo mosusu pe ya bozuwi ya esika mosusu pona botongi ya ba ndaku oyo esimbamaki.

Pona kosalema, ba PAP mitano (oyo moko mobali pe minei basi) ba koyebana na kobengama nako yebana kozwa makoki oyo esengeli yambo ya bobandi ya botieyi na mosala ya PAR ata sanza moko yambo ya bobandi ya misala.

Na wana, bopesi bonsomi ya ba bokonzi ya ba PAP ekoyebana na kozwa esika na sima ya lifuta ya solo. Boye, ba mayangani ya boyebisi pe kotalisa ekozala wana pona kopesa nzela na ba PAP na kozala na loyebi likolo ya bokobi ya misala, ba tina na bang ope oyo ba sengeli kosala pe lisusu eleko ya bozweyi lisusu bokonzi pe na esaleli oyo, koyebana kokotisa bango pena na esalelo ya koyeba na kozongisa sika. Ba PAP ba koyamba lifuta moko pona ba bobungisi oyo babiki kolandisama na NES n°5. Bolandeli moko ya lisanga ya ekonzo ekoyebana kokokisama na sima ya botieyi na mosala ya PAR na ya mokano ya epimelo ya bozongisi sika ya mabota.

### **Bakambi ya ba koyima yima**

Bokambi y aba koyima yima ekangami na botieyi na mosala ya PAR ya sikoyo ekosalema na kati ya lolenge moko ya lisanga ya esika ya koyeba na kozongisa sika pe ya boyokani (CLCR), na bokebi moko ya bokeseni likolo y aba koyima yima ba makambo ya bobundisi oyo efandi likolo ya lolenge / kozwa moto na makasi, kosakana na moto, kotungisa na posa ya nzoto (VBG/EAHS) oyo wapi tango ba ko yamba yango ba koyebana yanola pene y aba lolenge oyo ba biki.

Lisanga oyo, ekoyebana kokotisa botalisi ya mwasi na molayi ya 30% ya biteni na ye, ekozala :

1. Motalisi ya Bourgmestre ya commune oyo etali (N'djili) ;
2. Motalisi ya mwasi pe libota ya commune (oyo ekozala na mokumba ya boyambi pe bokambi ya ba koyima yima VBG/EAHS) ;
3. Motalisi ya lisanga ya bosoka pe ya lisanga ya REGIDESO ;
4. Motalisi ya mwasi ya mabongisi ya basi ya lisanga ya moto ;
5. Motalisi ya mabongisi moko ya ba tin aya moto ;
6. Motongi matalisi ya ekangeli mayi ya N'djili ;
7. Motalisi ya ba PAP (mwasi moko) ;
8. Motalisi ya mokonzi ya quartier 8.

Ba PAP ba yebi ete esalelo ya bokambi ya malamumu ya bozangi koyokana eza na mbano koleka mbela na batoli ya bato nyonso.

Yango ezali koyokana na molimo ya NES n°5 ya Banque Mondiale oyo ezo pesa toli na mokano ya malamumu ya kokoso nyonso na epimelo ya esika.

Likolo ya boponi oyo, PAP akoki kosimba esambiselo ya monene. Lolenge oyo ezali kondima ete PAP azali na makoki ya motuya (misolo pe bisalelo) pona kolonga ba tina na ye komisala bosembo.

Makolo ya ndelo ezali te pona myango ya bokitisi ya ba koyima yima na nzela ya ba PAP.

Na yango, pona tin aya lombango, tozali kolendisala bokambi ya mokolo nyonso ya ba koyima yima na kati ya ndelo ya mposo misato na eleko. Ngonga oyo eko kabolama boye :

1. Mposo moko na ba PAP pona kokitisa ba koyima yima na bango na epimelo ya mokonzi ya quartier to ya esika ya ekangeli mayi oyo azali kokotisa bango na kati ya ebambi ba koyima yima pe kotinda yango na commune ;
2. Mposo moko na ba Bourgmestre pona kozwa boyebi ya ba koyima yima ya ndenge na ndenge pe kobengisa eteni moka ya lisanga ya esika ya boyokani ;
3. Mposo moko na lisanga pona kotala malamumu etulukuku ba koyima yima oyo ba kitisi pona eleko oyo.

Tokoma ete bokitisi ya ba koyima yima na mwa ndako ya commune, na esika ya mabongisi ekolandisama na boyokani na botali malamumu ya ba koyima yima na epimelo ya likolo. Ba

koyima yima tango bako kitisa yango na sima ya mposo moko ekoyeba na kozwama na tina na kati ya eleko oyo elandi.

Suka ya botali malamumu ya etuluku ya ba koyima yima na nzela ya lisanga ezali kotalisa ebandeli ya eleko moko ya sika ya bakambi ya koyima yima, oyo ekosalema kolandisama bokokisi ya ndenge moko.

### **Esalelo ya botieyi na mosala ya PAR**

CEP-O/REGIDESO ekoyeba na kozwa mokumba ya botieyi na mosala ya PAR, nase ya boyokani pe bokambi ya esalelo ya eteni ya bitongelo minene, na lisungi ya mopesi toil ya bonsomi (ONG) pe ya boyokani (CLCR). CEP-O/REGIDESO, CI pe CLCR bakozala na mokumba moko ya kati kati na kati ya boyokani ya misala oyo ekeseni ya lifuta. Esengelaki ba yebana kosangisa batu nyonso ya misala pona botieyi ya mosala ya bisalelo oyo ebongisamaki na kati ya boyokani ya sikoyo. Bamemi sangi oyo ya kolanda ekozala :

1. Motango ya PAP oyo bafuti ;
2. Motango ya batu oyo babungisi libel aba bozwi na bango ;
3. Motango ya bato oyo bozwi mbano malamumu na lisungi ya koyeba na kozongisa sika ;
4. Motango ya bakolo bisika oyo babungisi ba bozwi na bango ;
5. Motango ya bato ya botawu oyo bakotisi ;
6. Motango y aba koyima yima oyo ba pesi eyano.

## Botalisi ya botieyi na mosala ya PAR

Eteni /Misala	Juillet 2020				Août 2020
	Mposo ya liboso	Mposo ya mibale	Mposo ya misato	Mposo ya minei	Mposo ya liboso
<b>Eteni ya liboso</b> : Bopesi nzela ya PAR					
<b>Eteni ya mibale</b> : Bokitisi ya ndakisa moko ya PAR pene ya ba konzi oyo etali (commune N'djili, mwa ndaku ya quartier pe esika ya ekangeli mayi ya REGIDESO).					
<b>Eteni ya misato</b> : Ba komitalisa ya bato nyonso pe lisanga liyebisa ya ba PAP.					
<b>Eteni ya minei</b> : Mokoloto ya ba mikanda ya lifuta oyo ezo talisa motango ya lifuta, matomba ya lifuta ba tin aya ba biteni (oyo esimbami pe mabongisi).					
<b>Eteni ya mitano</b> : Bopesi ya lifuta.					
<b>Eteni ya motoba</b> : Bopesi eyano na ba bosenga, bopesi bonsomi ya esika pe bosilisi ya mokanda ya bokeseni.					
<b>Eteni ya sambo</b> : Bokomi ya boyokani ya botieyi na mosala ya lifuta.					
<b>Eteni ya mwambe</b> : Bokokisi ya botali malamumu ya lisanga ya PAR pe bolandeli malamumu likolo ya bozongisi mabota.					

**Bokomi malamumu** : Misala ekoyeba na kolanda kaka na sima lifuta ya ba mafuta pe ya bopesi bonsomi ya ba bozwi.

### Mokolo oyo etiami

Bikolo baye banaki na koyebisa bango ete esengeli lisusu baye banaki na pene ya mayi. Kolandisa na ba myango ya NES n°5, mokolo oyo etiami ezali ya 20 avril 2020, koyokana na ebandeli ya mosala ya bokutani oyo etalisamaki, ekokisamaki na kobanda 2à kino 23 avril 2020 (eleko ya botali malamumu).

### Kolandela pe kotala malamumu ya PAR

Kolandela ya kotala malamumu ezali kolamusa mokumba ya CI, ya REGIDESO, ya engumba, pe ya ba konzi ya bisika na lisungi ya ba poni oyo bakobotisa mokanda ya kolandela.

## **Baponi ya bato nyonso**

Ba baponi ya bato nyonso eyebanaki nako bongisama na 17 avril 2020 na ba konzi ya bisika pe ba kambi ya poso, na 19 avril 2020 na likanisi ya bikolo nyonso ya bisika pe PAP, na motango moko ya bokoti ya basi ezo talisama na 30%.

Na lolenge ya mobimba, bato nyonso ya motuya, na bikolo oyo esimbami na nzela ya mabongisi, bazali komona malamumu mabongisi oyo wapi, na lolenge nabango, eza elembo moko malamumu pona bofuluki ya esika pe bosilisi ya likambo oyo ya makasi ya bosenga ya mayi ya petwa oyo eza kotiyama na bonsomi ya eteni ya engumba oyo.

Ba mitungisi ya motuya pe bobangi ya bobangi ya motuya pe bobangi ya botalisa ememamaki likolo kaka ya :

1. Lolenge y aba misala oyo ekosalema na kati ya lolenge ya mabongisi ;
2. Makama ya kokota ya mayi na nzela ya mayi ya N'djili na bokobi ;
3. Lifuta y aba PAP pona ba bobungisi ya bilanga pe ba mbano malamumu ;
4. Eleko ya bobandi ya misala ;
5. Kobebisa mopepe na nzela ya ba bosoto ya ndenge na ndenge oyo ememami na nzela ya mayi ;
6. Komikitisa ya ba konzi ya bisika na kati ya botieyi na mosala ya mabongisi. Boye, ba myango oyo elandi ezali :
  1. Koyebisa pe kolamusa ba biteni oyo ekangi ba bokeseni pe ba bosenge ya ba bopesi misala ya Banque Mondiale ;
  2. Kosukisa ya nzinga nzinga ya mayi na nzela ya bomatizi ya efelo moko ya kokitisa ba makama ya kozindisama na mayi ;
  3. Kobongisa lifuti pona ba bozwi oyo esimbami likolo ya bokonzi nyonso ya mabongisi pe lisungi moko ya koyebana kotia lisusu na tin aya bato oyo basengeli balongwa wana pona mwa tango ;
  4. Kotia ba mabongisi ya bokotisi pe kobimisa ba bosoto ;
  5. Kobanda pe kosilisa ba misala na lombango nyonso ;
  6. Kokotisa ba konzi ya bisika na kati ya botieyi ya mosala ya mabongisi ;
  7. Koyebisa ba Sali misala ya bobandi ya misala na kobongisa esika ya mosala.

Na eyano ya ba mitungisi oyo ba tomboli, lisanga ya kotalisa ba mibeko na tin aya bozongisi sika pe lisusu ba biteni oyo epesami na nzela ya mabongisi (na lolenge, to ppe nalolenge mosusu). Na boyokani, ba PAP ba sepelaki ete ba yebana kofutama na misolo.

Kotalisama ya mosolo ya mobimba ya PAR mosolo ya ba mafuta eza ya 9617\$ (nakokotisa ba mafuta pe lisungi nyonso ya kopesa) likolo ya mosolo moko ya mobimba ya botieyi na mosala ya PAR ezali ya 4698\$ lokola eza kotalisa boye.

N°	Botalisi	Motango / Liziba ya misolo (USD)		
		GRDC	PEMU	Total
<b>1</b>	<b>Lifuta ya ba PAP</b>			
	<i>Lifuti ya ba PAP</i>	4 698		4 698
	<b>Mosimba ya se (1)</b>	<b>4 698</b>		<b>4 698</b>
<b>2</b>	<b>Mosolo ya botieyi na mosala kolandela pe kotala malamumu ya PAR</b>			
(a)	<i>Mosolo ya lisungi ya moponi ya bonsomi (oyo ayebi pe balandeli)</i>	0	2 000	2 000
(b)	<i>Mosolo ya esalelo CLCR</i>	0	1 000	1 000
(c)	<i>Mosolo ya kotinda ya miboko</i>	47	0	47
(d)	<i>Botali malamumu ya lisanga</i>	0	1 000	1 000
(e)	<i>Mobimba ya se:</i>	47	4 000	4 047
	<i>Oyo babongisaki te (10%)</i>	472	400	872
	<b>Mosimba ya se (2) (Mosimba ya se + Oyo babongisaki te):</b>	<b>519</b>	<b>4 400</b>	<b>4 919</b>
	<b>Mobimba</b>	<b>5 217</b>	<b>4 400</b>	<b>9 617</b>